

La Commission communautaire française

Déclaration de politique Générale 2009 – 2010

Parlement Francophone Bruxellois

Le 23 octobre 2009

Madame la Présidente,
Mesdames et messieurs les Parlementaires,

Trois mois à peine se sont écoulés depuis que je suis venu vous exposer la déclaration de politique générale pour la législature. Trois mois pourtant durant lesquels beaucoup de choses se sont déjà déroulées, à commencer par le démarrage du Collège, l'installation des cabinets, et les nombreuses prises de contact avec l'administration, les services soutenus par la Cocof et les usagers de ces services.

Trois mois durant lesquels la question budgétaire aura été au centre de toutes nos attentions. La Cocof, plus que tous les autres niveaux de pouvoir se trouve à la limite extrême de ses possibilités de trésorerie puisqu'elle subit un sous-financement structurel majeur doublé d'une détérioration de ses recettes liées à la situation conjoncturelle.

Nous aurons l'occasion d'y revenir lors de la session qui sera consacrée au budget mais je peux déjà vous annoncer que l'ajustement 2009 est à ce jour derrière nous et que pour y arriver, le Collège a dû identifier 11 millions d'euros d'économies sur un total de 353 millions d'euros.

En ce qui concerne l'initial 2010, le Collège a travaillé dans un contexte extrêmement difficile à un retour progressif à l'équilibre budgétaire et a marqué son accord ce jeudi 22 octobre sur un budget permettant de ramener le déficit à 2,209 millions d'euros. Ce budget, plus que serré, permettra de franchir le cap d'une année difficile et à tout le moins de poursuivre les politiques existantes.

Les solutions nécessaires pour atteindre ces objectifs difficiles ont pu être trouvées grâce à la collaboration active de tous les membres du Collège, dans un contexte certes difficile, mais dans un climat serein. et avec des garanties quant à une dotation supplémentaire à notre institution, de 12,5 millions d'euros en provenance de la Communauté française. C'est le fruit des négociations de l'Olivier - menées en parallèle dans toutes les entités francophones. Elle marque une solidarité attendue et qui se concrétise alors que la Communauté française se trouve elle-même dans situation difficile.

En matière budgétaire l'année 2010 sera marquée par la concrétisation attendue depuis des années, de consolidation de toutes les réserves financières non consolidées avec la trésorerie de l'administration centrale.

De plus, un plan d'action pour la gestion énergétique des bâtiments administratifs et d'enseignement de la Cocof sera mis en place et une circulaire relative aux marchés publics durables sera adoptée.

Malgré ce contexte difficile, le projet politique du collège pour la session 2009-2010 ne s'annonce pas moins responsable et volontariste que l'accord de majorité.

Afin de répondre aux défis qui nous attendent, à savoir une croissance démographique en pleine crise économique et dans une des régions les plus riches d'Europe mais qui connaît une forte dualisation socio-spatiale et une forte influence de migrations internationales, plus que jamais, il est nécessaire de faire preuve de réalisme mais aussi d'anticipation et de prospective.

Des outils de coordination et de bonne gouvernance

La plupart des secteurs de la Cocof et de son budget de même que le personnel de l'administration et le Collège, sont avant tout au service des Bruxellois. Mais avant de vous parler de ces politiques « sectorielles » que sont l'action sociale, la formation professionnelle, la santé, la culture, etc. il me semble important de mettre l'accent sur les conditions qui doivent être rencontrées en amont pour pouvoir atteindre des objectifs palpables et visibles dans un contexte budgétaire très difficile. Je veux parler des coordinations et synergies entre les différents niveaux de pouvoir, du soutien aux travailleurs du non-marchand ou encore de la modernisation de l'administration.

Pour mener à bien son projet le Collège a mis l'accent dès le début de la législature, sur les outils nécessaires et essentiels à une action efficace et durable.

Ainsi, une première réunion conjointe du Gouvernement de la Communauté française et du Collège de la Cocof a eu lieu le 1er octobre dernier. En vue de mettre en place un mode de relation structurel et porteur entre le Gouvernement de la Communauté française et les Ministres bruxellois francophones via le Collège de la Cocof et afin d'articuler au mieux les politiques, il a été décidé la tenue de Gouvernements conjoints tous les trois mois entre le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Cocof. Une première liste de projets nécessitant des coordinations entre entités a été adoptée. Elle sera affinée et fera l'objet d'un accord formel lors d'un premier Gouvernement conjoint en tout début d'année 2010.

Ce sera également le cas grâce à la mise sur pied d'outils de coordination entre les différentes entités intervenant sur le territoire de la Région bruxelloise, que ce soit en matière d'enseignement, d'action sociale et de santé (mise en place d'une CIM Social-santé) ou de formation professionnelle par exemple. Des contacts seront pris dans ce sens avec mes homologues de la Région bruxelloise, de la Vlaamse Gemeenschapscommissie et de la Commission communautaire commune dès le début 2010.

Dans le cadre d'une coordination Communauté française - Région wallonne – Cocof, le Collège contribuera à un rapprochement des statuts des travailleurs du non-marchand. Dans le cadre de cette coordination, les priorités intersectorielles et sectorielles du cahier de revendication syndical seront analysées dans un souci d'équilibre avec les besoins des divers secteurs.

Afin de marquer sa volonté d'une nouvelle gouvernance en matière de rapports avec le monde associatif, le Collège veillera à appliquer à l'ensemble de ses choix politiques, les principes fondamentaux contenus dans la Charte Associative.

De manière générale, les principes relatifs à la bonne gouvernance visés dans la Déclaration de politique régionale bruxelloise seront appliqués au Collège et à l'Assemblée de la Cocof. Des propositions seront déposées au Collège dès la semaine prochaine.

Dans un souci d'efficacité et d'amélioration des transversalités intersectorielles, les politiques de la Cocof feront l'objet d'un pilotage stratégique au niveau du Collège, lequel établit en ce moment-même un tableau de bord de ses actions reprenant objectifs, calendriers et état d'avancement.

En matière de **Fonction publique**, un plan de modernisation de l'administration devra être proposé au Collège au début 2010. Ce plan sera largement concerté au sein de l'administration et avec les organisations représentatives des travailleurs. Il comportera des lignes directrices liées à la simplification administrative, au pilotage opérationnel, à l'informatique, à une approche transversale interne à l'administration ainsi qu'entre l'administration de la Cocof et ses autres partenaires (l'INAMI, les administrations régionales et communautaires). La volonté du Collège est d'inscrire ce plan de modernisation dans une approche globale et intégrée du service public. Par

ailleurs, en 2010, le système des mandats sera étendu aux postes de direction d'administration. L'administration, en tant qu'employeur sera exemplaire en matière de lutte contre la discrimination notamment via l'engagement et le recrutement des personnes handicapées et la promotion de l'égalité homme-femme.

Enfin, les perspectives de statutarisation continueront à être offertes au personnel de l'administration.

La formation professionnelle et l'enseignement

En réponse aux défis exprimés plus haut, notre Région doit prioritairement se donner les moyens d'améliorer la formation des Bruxellois et en particulier des moins qualifiés. Cela signifie qu'il faut continuer à investir dans l'enseignement et dans la formation professionnelle en étroite articulation avec les objectifs régionaux en matière d'économie et d'emploi, et en particulier dans le cadre de l'alliance emploi-environnement.

En matière de **Formation professionnelle**, 2009 et 2010 seront principalement consacrées à préparer la mise en oeuvre de l'obligation du Contrat de projet professionnel pour les 18-25 ans, après concertation avec les secteurs professionnels. Il s'agira de mobiliser et renforcer les Centres de Bruxelles Formation mais également les 51 Organismes d'insertion socio-professionnelle dont le groupe-cible est majoritairement composé de personnes en difficultés (jeunes, demandeurs d'emploi de longue durée, travailleurs infraqualifiés). Priorité sera donnée aux formations proches de l'emploi et dans les secteurs porteurs : éco-construction, horeca, logistique, services aux entreprises, non-marchand, etc.

Un Plan stratégique de formation sera défini, coordonné à l'Alliance Emploi - Environnement régionale et établi en concertation étroite avec la Communauté française. Il devra également se réaliser dans le cadre du Pacte de croissance urbaine durable de la Région de Bruxelles-Capitale, qui vise à stimuler l'offre et la demande en termes de construction durable et de rénovation du bâti en Région de Bruxelles-Capitale. Les métiers d'avenir et en pénuries feront l'objet d'une attention toute particulière afin de pouvoir y former les demandeurs d'emploi bruxellois. Il comportera un volet consacré à la formation professionnelle des classes moyennes. Une Conférence interministérielle permanente assurera le suivi de la réalisation de ce plan.

La concertation « Formation - Emploi » entre la Cocof et la région de Bruxelles-Capitale sera renforcée en institutionnalisant la collaboration entre ACTIRIS et Bruxelles Formation et les politiques croisées seront reprises dans un Accord de coopération qui portera notamment sur le contrat de projet professionnel, la formation professionnelle individuelle en entreprise, les centres de références/centres de formation, les langues, les stages en entreprise, la validation des compétences, etc. Cette concertation intra-bruxelloise tiendra également compte des rapprochements avec l'enseignement, notamment qualifiant (technique et professionnel) de la Communauté française.

Un Contrat de gestion pour Bruxelles Formation devra être adopté en 2010, lequel permettra de clarifier ses missions de régulateur et d'opérateur.

La **Formation professionnelle des classes moyennes** et son opérateur principal, l'EFPME, offrent des modalités de formation pertinentes et adaptées. La volonté du Collège est d'inscrire son action en tenant compte des spécificités bruxelloises mais aussi de l'élan de redéploiement du secteur qui a été initié lors de la précédente législature avec la Région wallonne et la Communauté française.

La mise en oeuvre de la réforme de l'alternance sera une priorité pour l'année à venir avec la participation à la mise sur pied de l'Office Francophone de formation en Alternance pour l'enseignement obligatoire en Communauté française et avec la poursuite de la collaboration avec

la Région wallonne pour la formation des chefs d'entreprises.

L'inscription des formations proposées dans le cadre du consortium de validation des compétences sera intensifiée de manière à favoriser la mobilité des apprenants, non seulement sur le plan régional mais aussi entre les dispositifs de formation existants.

L'approfondissement du partenariat et de la coordination entre les acteurs de l'emploi, de l'enseignement et de la formation sera à l'ordre du jour.

En matière **d'Enseignement**, la spécificité de nos établissements, qui fonde leur haute réputation, est la qualification professionnelle. En tant que Pouvoir organisateur, nous possédons plusieurs établissements scolaires qui forment des professionnels de grande qualité.

Fin 2009, début 2010, un état des lieux de l'enseignement de la Cocof sera présenté au Collège. Sur base de celui-ci et d'une large concertation des acteurs concernés, le Collège établira un plan stratégique de développement de son enseignement dans le courant de l'année 2010.

Les diverses sections qui s'y prêtent seront orientées dans les prochaines années, vers l'alimentation durable et le Collège veillera à amplifier les synergies entre nos établissements scolaires hôteliers et horticoles.

Le Collège s'attellera également à une évaluation de l'implémentation d'un enseignement bilingue français-langue des signes.

La construction du bâtiment 15bis sur le campus du CERIA destiné à accueillir les classes de l'Institut Emile Gryzon et le Centre de Technologies Avancées pour l'hôtellerie, la boucherie-charcuterie, la boulangerie-pâtisserie sera entreprise en 2010. Ce bâtiment tiendra compte des nouvelles normes propres au secteur de l'HORECA.

En matière d'infrastructures scolaires, le Collège poursuivra les efforts de rénovation et de construction en veillant à les rendre énergétiquement plus performants. Par ailleurs, le Collège fera en sorte de rendre les bâtiments d'enseignement accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Enfin, le Collège poursuivra ses efforts en matière de **Transport scolaire** des enfants fréquentant les établissements d'enseignement spécialisé francophone implanté en Région bruxelloise, notamment en optimisant les circuits de transport ou en améliorant le professionnalisme des convoyeurs.

Le déploiement de politiques sociales et de santé

Comme annoncé dans l'accord de majorité, l'attention du Collège sera particulièrement orientée vers le déploiement de politiques sociales et de santé bien programmée et coordonnée, en particulier dans les quartiers cumulant le plus de difficultés, tant pour les enfants et les jeunes, que pour les personnes âgées, les personnes handicapées et les plus fragilisées.

En matière de politique de **Santé**, dans la continuité de la politique menée lors de la législature précédente, le Collège sera tout particulièrement attentif à l'enjeu de l'accessibilité aux soins de santé. Les travaux de la conférence interministérielle social-santé offriront un cadre de réflexion et d'action encourageant une approche globale de la santé dans notre Région, approche qui embrasse les questions sociales et de santé.

Les secteurs sanitaires soutenus par la Cocof seront invités à identifier les enjeux de santé que l'évolution démographique posera, à la fois pour les populations les plus jeunes mais aussi pour les aînés. Des problématiques comme la lutte contre les toxicomanies, la santé mentale des

enfants et des adolescents, le soutien aux enfants gravement malades, le suicide, les questions posées par la précarité seront tout particulièrement mises en débat.

L'année 2010 s'ouvrira, dans le secteur de la santé et du social, par la mise en oeuvre du décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans le domaine de l'action sociale, de la famille et de la santé. Conformément aux engagements pris dans ce Décret, la cellule d'accompagnement de la démarche d'évaluation qualitative sera pleinement opérationnelle. Un agent a été nommé dans cette cellule depuis le mois d'août. Dans les jours qui viennent, un nouvel agent viendra compléter cette équipe. Par ailleurs, dès le mois de janvier, les services et fédérations seront invitées à proposer des thèmes de travail qui seront ensuite débattus au sein des sections du conseil consultatif. Dès le mois de juin, les services recevront la liste des thèmes qu'ils seront invités à travailler pour, ensuite, déposer leurs projets dans les 6 mois. Il y a lieu de rappeler ici que cette démarche d'évaluation qualitative constitue, avant tout, un outil de prospective visant l'amélioration de l'offre des services ambulatoires. Ces projets seront également l'occasion d'analyser les conditions de travail des professionnels qui oeuvrent dans ces secteurs. D'autre part, comme le prévoit le Décret, le Collège élaborera une programmation de l'offre dans les secteurs ambulatoires, programmation qui se basera sur une analyse de l'offre et des besoins ainsi que des paramètres épidémiologiques et socio-économiques qui caractérisent notre Région.

Une réflexion sur le soutien d'un programme de formation en santé mentale pour les acteurs de première ligne travaillant dans d'autres secteurs sera lancée.

Dans le cadre de la mise en oeuvre du Décret ambulatoire, les membres du Collège concernés par **l'action sociale et la Famille et la Santé** élaboreront une programmation de l'offre de services ambulatoires. Cette programmation tiendra compte de l'analyse de déterminants sociaux, épidémiologiques, de couverture du territoire.

Dans le cadre de la mise en place de la généralisation des animations d'éducation à la vie affective et relationnelle, les négociations avec la Communauté française et la Région wallonne débuteront dès 2010 afin d'aboutir à un accord de coopération proposant les modalités de cette généralisation par phasage.

Afin de répondre à une demande importante des **Personnes âgées** de rester le plus longtemps possible chez elles, les services et les dispositifs alternatifs aux maisons de repos seront poursuivis, conformément à la mise en oeuvre du décret adopté sous l'ancienne législation.

Ainsi, il est prévu de poursuivre la politique d'accueil de jour qui ont pour mission de garantir l'autonomie du bénéficiaire tout en l'aidant quant à ses démarches sociosanitaires, en maintenant ou en rétablissant le lien social.

Il est également prévu l'assouplissement de la législation relative à l'aide à domicile afin de garantir une qualité de service par une adaptation de la législation conformément au protocole d'accord signé avec le secteur.

Dans le cadre du protocole 3 conclu entre le gouvernement fédéral, les régions et les communautés concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées, le Collège veillera à soutenir les projets bruxellois innovants concernant les formes alternatives de soins et de soutien aux soins qui garantissent le maintien à domicile des personnes âgées. Ce travail s'effectuera en collaboration avec les Ministres de la Santé et les Ministres de l'Aide aux personnes de la Commission communautaire commune.

Pour le secteur des maisons d'accueil le travail en réseau avec le secteur ambulatoire sera renforcé.

Afin de poursuivre et d'amplifier son action politique visant à inclure au maximum les **Personnes**

handicapées dans la vie sociale et économique de la Région, une large évaluation du Décret de 1999 relatif à l'intégration de la personne handicapée sera entamée avec tous les secteurs du handicap afin d'aboutir à l'élaboration d'un nouveau décret.

D'autre part, un projet de décret « Infrastructures » pour l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées est en cours d'élaboration.

En matière d'accueil, d'accompagnement et d'hébergement, l'offre d'accueil en centre de jour et d'hébergement se déploiera encore progressivement.

L'étude sur l'adéquation des services et des structures d'accueil et d'accompagnement au regard des besoins liés au vieillissement des personnes handicapées se termine et permettra d'analyser de nouvelles pistes pour une adéquation entre l'offre de services et les besoins de la personne handicapée vieillissante.

Grâce à une réorientation des moyens budgétaires du secteur, trois services d'accompagnement, dont l'a.s.b.l. Tof-services, bénéficieront d'une modification de leur agrément, afin de diversifier entre autre l'offre de répit. et d'autre part, un nouveau service d'accompagnement pourra être agréé.

Concernant le travail « adapté », afin de soutenir le maintien des travailleurs les plus fragiles ou/et vieillissant au sein des ETA, le Collège étudiera la possibilité de créer des structures de « maintien » pour ces travailleurs. D'autre part, dans le contexte actuel de crise économique, les ETA seront soutenues dans leurs démarches d'obtention de nouveaux marchés dont les marchés publics.

Concernant le travail en milieu ordinaire, un programme de sensibilisation à l'engagement de personnes en situation de handicap dans tous les secteurs sera établi et du matériel d'information réalisé. Dans ce même contexte, le groupe de travail portant sur l'intégration professionnelle des personnes handicapées institué par le conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé – secteur de la personne handicapée entamera une réflexion sur la manière de valoriser les entreprises qui engagent des personnes handicapées. L'engagement de personnes handicapées au sein de l'administration de la Cocof restera également au centre des préoccupations.

En matière d'intégration sociale, le transport de la personne handicapée est un point clé pour une participation à la société. Une table ronde sera programmée entre les associations de transports adaptés et les associations de personnes handicapées afin d'élaborer une offre adéquate.

Sur base de l'arrêté qui a été adopté lors de la législature précédente, la Cocof pourra agréer des services spécialisés en matière d'accessibilité. Ceux-ci attesteront dans des conditions d'impartialité et d'indépendance, de la conformité de l'espace social à un ensemble de caractéristiques préalablement fixées dans un document référentiel qui fixe les critères d'accessibilité de l'espace social notamment sur le plan technique, architectural et fonctionnel mais aussi comportemental.

La poursuite du travail de politique commune entre les quatre « administrations », devrait permettre d'aboutir à des accords formels de collaboration entre ces différents partenaires et l'INAMI dans le cadre du guichet unique dit « voiturette ».

L'amélioration de l'information et de l'orientation des personnes handicapées et de leurs proches a été particulièrement travaillée et restera une des priorités. Cela se traduira par la mise à jour du site internet autonome sur le handicap et du guide accueil qui reprend une information complète sur les aides disponibles, la publication bisannuelle du journal Phare, la création d'outils d'informations et de conseils pour les professionnels dans le cadre des initiatives.

La prise en charge des personnes de grande dépendance par les équipes de professionnels est lourde, une large réflexion relative à la formation de ces travailleurs sera entamée dans le cadre de l'Interface grande dépendance.

Enfin, le Collège sera attentif au suivi de la mise en œuvre du Plan Tandem visant à la fois à la création d'emplois pour jeunes travailleurs au sein des institutions pour personnes handicapées de Bruxelles et la réduction du temps de travail pour certains membres du personnel plus âgés.

Dans le secteur de la **Cohésion sociale et de l'accueil des primo-arrivants**, l'année 2009 a été marquée par une nouvelle étape de renforcement du dispositif d'alphabétisation en Région Bruxelloise. En effet, le 9 janvier de cette année, le parlement a adopté un décret modifiant le décret de 2004. Ce nouveau décret a, en plus de quelques aménagement techniques, jeté les bases pour la création d'un Centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français. Un appel à candidature a été lancé en juillet et une seule association a répondu à cet appel. L'arrêté de désignation sera présenté prochainement au Collège de la Cocof afin que l'association puisse exercer ses missions dès le 1er janvier 2010.

L'année 2010, verra s'achever le premier quinquennat des contrats de Cohésion sociale tel que formalisé par le décret du 13 mai 2004. Cette année, sera dès lors consacrée à la préparation des nouveaux contrats communaux et régionaux en fonction des priorités que le Collège fixera. L'étude des problèmes et besoins, réalisée conjointement par l'IGEAT de l'ULB et l'observatoire de la santé et du social aideront à fixer ces orientations. Celle-ci serviront à la sélection des projets tant par l'administration de la Cocof que par les communes.

Une réorientation des politiques actuelles permettra de mettre progressivement en oeuvre les nouvelles priorités fixées dans l'accord de majorité, telles que les expériences pilote en matière d'accueil des primo-arrivants.

En matière de financement du Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés, l'année 2009 a été marquée par de nouvelles difficultés, notamment la question de l'attribution par le Fédéral, des bénéficiaires de la Loterie Nationale à ce Fonds. Des négociations sont actuellement en cours pour définir une structure juridique nouvelle et un financement stable pour le Fonds. Tout sera mis en œuvre par le Collège pour aboutir à un accord.

Enfin, en ce qui concerne l'application des accords du Non-Marchand au secteur de la Cohésion sociale, la formule adoptée en 2007 sera prolongée en 2010. Au cours de cette année, comme prévu dans l'accord de Gouvernement, les contacts seront pris avec la Communauté Française afin de conclure un accord de coopération facilitant l'application des accords du Non-Marchand aux associations polysubventionnées.

La Culture et le Sport

Sur le plan culturel, la Commission communautaire française, en tant qu'entité francophone bruxelloise, a, tout en s'appuyant fermement sur la Fédération Wallonie-Bruxelles, à contribuer activement avec l'ensemble des acteurs concernés, à la dimension interculturelle du projet de ville.

La politique culturelle de la Cocof s'inscrit dans la continuité des législatures précédentes. Le soutien aux associations et acteurs de la culture sera poursuivi en 2010 même si des inflexions nouvelles sont également au programme.

Dans le but de renforcer les synergies pour un Plan culturel à Bruxelles qui tienne compte de l'importance de la culture d'expression française, une étude sera initiée permettant d'identifier le rôle et les modalités d'une coordination entre les autorités de la culture à Bruxelles (de l'Europe aux Communes).

Pour rendre l'art et la culture plus accessibles à tous en termes de prix, le dispositif des aides à la culture sera poursuivi. A l'égard des jeunes, le Collège poursuivra son soutien au programme Anim'action dans les écoles afin de lutter contre les inégalités sociales d'accès à la culture. En ce qui concerne les jeunes de plus de 12 ans, l'appropriation critique et créative des spectacles vivants de création artistique sera favorisée.

Afin de mener une politique culturelle et multiculturelle de proximité, le rôle spécifique d'impulsion sera poursuivi en soutenant par exemple « Bruxelles ça conte » et le « Festival Méditerranéen ». Les efforts de la Communauté française en faveur des Centres culturels agréés seront appuyés. Il sera demandé à CFC Editions un effort particulier pour l'édition de nouveaux auteurs bruxellois.

Le Collège favorisera, avec Télé Bruxelles, le rayonnement artistique et culturel de Bruxelles et des Bruxellois, ainsi que l'information et la sensibilisation des téléspectateurs, notamment à la citoyenneté et à l'environnement.

Enfin, la Cocof favorisera une dynamique d'échanges interculturels et de rencontre de la culture avec tous les publics et apportera son soutien, tant à la production qu'à la diffusion de la culture populaire et de la culture urbaine (arts du conte, arts de la rue, arts du cirque, théâtre en amateur, marionnettes, chansons, danses et musiques hip hop...) ainsi qu'aux événements culturels populaires qui contribuent au lien entre les Bruxellois (Zinneke parade).

En matière de **Sport**, le Collège, conformément aux accords de législature, poursuivra sa politique sportive en le rendant accessible à tous.

Le sport est un vecteur d'intégration. Aussi, les politiques axées sur la promotion du sport en général et du sport féminin en particulier seront pérennisées.

En matière de petites infrastructures privées, le Collège poursuivra sa politique avec une attention particulière dans les quartiers défavorisés.

En matière d'infrastructures sportives, le Collège s'inscrira dans la dynamique régionale de construction et de rénovation.

Enfin, la Cocof confirmera son action dans la lutte contre la violence et le racisme. Il s'agira également de continuer à promouvoir les comportements éthiques et les valeurs du sport (respect, solidarité, santé...)

Le Tourisme

Pour 2009-2010, la volonté du Collège est d'inscrire Bruxelles et son tourisme dans une vision de développement durable, transversale à toutes ses actions en cette matière.

Une meilleure connaissance statistique du secteur et des études permettant de mesurer de nouveaux indicateurs seront effectuées pour la fin du premier trimestre 2010. L'observatoire du tourisme en collaboration avec les académiques et les acteurs du secteur seront associés à cette démarche. Ces instruments d'accompagnement et de mesure de résultat sont une des clefs importantes pour la réussite de cet ambitieux projet.

En outre, la volonté est que chaque communauté, visiteur, habitant trouve dans la ville des traces de son histoire. Bruxelles est avant tout une capitale humaine, contenant les indices de ces multiples histoires. Une série de parcours pour découvrir les institutions présentes à Bruxelles sera développé, avec en priorité celui qui relie le centre historique au quartier européen.

Enfin, en matière de tourisme jeune, un partenariat public/privé sera mis en place pour la construction d'une nouvelle auberge de jeunesse à Bruxelles. A court terme, un site sera choisi pour sa construction et ce, sur base de l'étude Deloitte de mars 2009.

Un premier programme d'action pour l'année à thème 2012 sera mis sur pied. Cette année de la

gastronomie privilégiera des actions mesurables à long terme et favorisant l'installation de nouvelles filières, en particulier les filières reliées à l'alimentation durable.

Cette année 2010 verra également la rédaction d'un nouveau contrat de gestion pour L'OPT et la signature d'une nouvelle convention de partenariat entre OPT et le BITC.

Les Relations internationales

L'image de Bruxelles, ville francophone, sera renforcée à travers les relations internationales. Mais un travail de collaboration sera également réalisé prioritairement avec les pays des communautés d'origines présentes à Bruxelles.

Les modalités nécessaires au renforcement de la place et de l'image de la Commission communautaire française sur la scène internationale seront étudiées.

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Je vous ai livré il y a trois mois les plans du chantier que nous avons choisi de mener à bien d'ici 5 ans. Voici pour cette première session parlementaire un aperçu de ce qui constituera les fondations de notre construction collective, sur un terrain difficile. Comme vous le constatez, ni matériaux de luxe, ni gaspillage d'énergies, ni démesures. Une gestion rigoureuse, une concertation et une coordination avec l'ensemble des partenaires, de la créativité et des moyens certes restreints mais qui permettent la poursuite du projet. Car je compte, avec mes collègues Membres du Collège, veiller à ce que ce projet que nous avons pour la Cocof se poursuive en gardant à l'esprit son objectif premier : être plus que jamais, au service des Bruxelloises et Bruxellois.

Et permettez-moi ici de remercier déjà tous mes collègues, Membres du Collège, pour leur collaboration et l'ambiance constructive dans laquelle nous travaillons depuis trois mois.

Je vous remercie.